LES CAMPAGNES DE LA REGION LYONNAISE

AUX XIV^e et XV^e SIECLES

Thèse de doctorat d'Etat soutenue à l'Université
de LYON II, le 3 Février 1973

Président : M. Georges DUBY (Collège de France)

Rapporteur : M. Marcel PACAUT (Lyon II)

Membres du Jury : MM. René FEDOU (Lyon II)

Guy FOURQUIN (Lille)

Michel MOLLAT (Paris IV)

Cette thèse a obtenu la mention "Très Honorable" à l'unanimité du Jury.

L'époque et la région choisies orientent les recherches en deux directions : d'une part, la dépression du XIV^e siècle et ses répercussions sur l'économie et la société rurales ; d'autre part, les relations entre la ville de Lyon et les campagnes qui l'entourent, et les conséquences de l'essor que connaît la ville dans la deuxième moitié du XV^e siècle.

La documentation disponible diffère sur bien des points de celle dont ont disposé les chercheurs d'autres régions abordant des thèmes analogues. Aussi convient-il de passer en revue les principales sources existantes, en indiquant leur utilité et leur mode d'emploi. Après avoir donné un aperçu des résultats obtenus, j'exposerai, pour conclure, les nouvelles voies de recherche, plus séduisantes, qui m'apparurent au cours des dernières années, et qui restent encore en grande partie inexplorées.

I - SOURCES ET METHODES

La plupart des documents se trouvent à Lyon, soit aux Archives Départementales, soit aux Archives de la Ville. Les fonds des départements voisins recèlent peu de textes utiles, et les Archives Nationales fournissent essentiellement des aveux de fief, conservés dans la série P.

Le Lyonnais est exceptionnellement pauvre en registres notariés antérieurs à 1500. Manquent par conséquent les contrats de mariage, baux à ferme, accensements, etc. Les actes de vente sont peu nombreux et surtout fort dispersés. Il n'existe pas non plus de sources fiscales en dehors des nommées des habitants de Lyon, dont il sera question plus loin, et presque pas de comptabilité. Une trentaine de comptes d'obéances ont survécu, mais ils concernent 11 seigneuries et s'échelonnent sur 130 ans. De même, les baux à dîmes antérieurs au XVI^e siècle sont rares et ne constituent pas de séries.

Ces lacunes dissimulent le mouvement de la production, des prix et des salaires, et rendent malaisée l'étude des profits et celle de la gestion des domaines seigneuriaux. Il est, de surcroît, impossible d'évaluer le peuplement de la région.

Les documents les plus nombreux sont les terriers et aveux de fief, les nommées des habitants de Lyon, les testaments, les registres des tribunaux de châtellenies et les actes capitulaires. On trouve également une certaine quantité d'accords conclus entre un seigneur et un groupe de tenanciers, de justiciables ou de décimables.

1) Les accords conclus entre les seigneurs et leurs dépendants sont de loin les documents les plus intéressants, car ils montrent comment fonctionne l'administration seigneuriale, et à quelles résistances elle se heurte. Les plus instructifs concernent la dîme. Celle-ci garde un taux officiel exceptionnellement fort, puisqu'il oscille autour du 11e. Mais cette rigueur aiguise d'autant plus l'ima-

gination des paysans, qui connaissent mille et une recettes de fraude, ingénieusement perfectionnées par chaque génération, malgré les multiples mesures qui cherchent à en prohiber l'usage.

2) Les registres d'audiences et de sentences des cours de châellenie, presque tous postérieurs à 1360, la plupart à 1450, embrassent chacun plusieurs années, voire plusieurs décennies. L'on en peut tirer un bilan sommaire de la délinquance à la fin du Moyen Age. Mais les procès jugés devant ces tribunaux sont en général anodins : les causes criminelles sont portées devant le juge ordinaire de la seigneurie dont dépend la châellenie, où ne se fait que l'instruction, et fort peu d'enquêtes criminelles ont été conservées. Plus de la moitié des procès naissent de menues atteintes à la propriété : défauts de paiement, vol, pâture abusive, fraudes variées, .. Ces chicaneries paraissent moins monotones quand on peut, à l'aide d'autres documents, déterminer la profession et la fortune des plaideurs : chaque niveau a ses délits préférés (1).

3) Les actes capitulaires du chapitre de Saint-Jean et de six chapitres collégiaux garnissent les pages d'une impressionnante suite de registres. La lecture en est monotone ; mais ces actes offrent, à partir de 1370 environ, la continuité chronologique qui manque aux autres documents. De plus, ils montrent comment se répercute la baisse des revenus sur le train de vie et sur les activités culturelles et charitables de la communauté, et comment celle-ci s'efforce de pallier cette baisse. L'exemple de Saint-Just est le plus intéressant : c'est le seul chapitre qui se soit trouvé aculé à la faillite. En effet, couvert de dettes, il vit en 1434 ses biens saisis sur l'ordre du roi. Les actes capitulaires expliquent cette vulnérabilité : les méthodes de gestion, copiées sur celles du chapitre cathédral, sont trop dispendieuses, et surtout le mode de collation des canonicats provoque des désor-

(1) Les rapports qu'entretiennent les paysans avec la justice ont fait l'objet d'un article paru en 1968 dans Le Moyen Age. Il en est moins question dans ma thèse.

dres permanents et fait disparaître toute autorité. Pendant 80 ans, ce chapitre n'abrite que des médiocres, ou des ambitieux toujours absents. "Tant vaut le seigneur, tant vaut la seigneurie"...

4) Les terriers abondent ; les seules Archives du Rhône en contiennent plus de 1.300, certains d'une dizaine de folios, d'autres de plusieurs centaines, tous fort semblables par leur mode de rédaction. En effet, le terrier apparut en Lyonnais dans les toutes premières années du XIVe siècle, semble-t-il, mais on continua pendant deux générations à utiliser également des censiers ainsi que des actes de vente où sont insérées les reconnaissances des tenanciers au seigneur acquéreur. C'est vers 1360 que le terrier triomphe définitivement de ses concurrents, mais sa forme est déjà fixée, ce qui explique la monotonie de ces documents.

Comme partout, ces terriers livrent une abondante moisson de renseignements sur l'utilisation du sol, la qualité des tenanciers, le montant et la nature des charges foncières ; rien ne peut remplacer ce matériau de base de l'histoire rurale. Mais les terriers du Lyonnais donnent très rarement la superficie des parcelles. On ne connaît donc pas, sauf exception, l'étendue des exploitations, ce qui empêche d'observer l'évolution des tenures. D'autre part, les terriers ne font point état des biens vacants, mais uniquement des tenures et parcelles alloties, au fur et à mesure de leur accensement.

Parmi ces terriers, j'ai dépouillé en priorité les plus anciens, et ceux des seigneuries laïques. J'ai ensuite cherché à connaître les grandes lignes des structures agraires et de l'emploi du sol au moyen d'un "quadrillage", puis à préciser certaines données susceptibles d'évoluer plus rapidement (extension du vignoble, distribution de la tâche, proportion des "levants et couchants"). Enfin j'ai fait l'étude exhaustive de certaines seigneuries qui ont laissé des séries de terriers consécutifs.

Les terriers des seigneuries les plus importantes sont refaits tous les 25 à 30 ans entre 1350 et 1500. L'intervalle s'accroît dans les seigneuries plus petites.

Les seigneuries dont l'examen détaillé s'impose sont celles qui ont laissé également beaucoup d'autres documents, en particulier des testaments.

5) Les 4316 testaments de la série 4 G (1301-1518) sont une mine d'une exceptionnelle richesse, utilisable à plusieurs fins.

Un simple comptage permet de repérer les brusques hausses de mortalité, et de situer entre 1343 et 1425 environ la dépression démographique. Aucune source, comme nous l'avons vu, ne fait connaître le mouvement des prix, de la production et des salaires. Les testaments supportent seuls la responsabilité d'indiquer la conjoncture - tâche écrasante, car le nombre des testaments enregistrés chaque année varie sous l'influence de phénomènes qui ne sont pas tous d'ordre démographique, comme chacun sait.

La lecture des testaments fournit une autre donnée qui confirme la durée de la dépression : le nombre d'enfants par ménage tombe de 3,9 entre 1330 et 1340 à 0,8 au cours de la décennie suivante, et reste jusqu'à 1430 inférieur à 2. Mais les testateurs ne nomment pas nécessairement tous les enfants vivants ; d'autre part, ce procédé fait entrer en compte trop de foyers de vieillards dont les enfants ont eux-mêmes des descendants dont on ignore le nombre. L'histoire démographique ne peut se fier à ces documents. En revanche, les testaments peuvent contribuer plus efficacement à l'étude des sociétés et des mentalités.

Par exemple, si les testaments n'indiquent pas les fortunes, ils permettent de mesurer l'écart entre deux catégories sociales à l'aide de quelques critères. Dans la première moitié du XIV^e siècle, la fille d'un paysan reçoit en moyenne 46 livres de dot ; la fille d'un habitant de Saint-Symphorien-sur-Coise, 72 livres ; la fille d'un chevalier, 492 l. Le régime alimentaire, le montant des legs, l'usage de la vaisselle d'étain, la mention de livres de piété ou de droit, etc, peuvent être également l'objet de recherches fructueuses. Certains traits de mentalité se dégagent de la répartition des legs pieux et charitables (1). Ainsi les testateurs du

(1) Cette question est traitée dans un article paru en 1972 dans le Moyen Age.

Lyonnais lèguent tous en priorité aux institutions paroissiales, et assez volontiers aux hôpitaux et aux Ordres Mendiants. En revanche ils ne donnent point aux chapitres ni aux abbayes, auxquels ils paient, toute leur vie durant, des cens, des banalités et des amendes. Seuls les nobles lèguent aux couvents, parce qu'ils y placent une partie de leur progéniture.

Pour utiliser environ un millier de testaments, j'ai lu tous ceux qui proviennent de quelques groupes déterminés de paroisse mitoyennes. Cette méthode apporte des résultats plus dignes de foi que l'étude de paroisses isolées. De plus, si l'on choisit pour centre d'un groupe un chef-lieu de châtelainie, d'obéance capitulaire ou d'archiprêtre, l'"isolat" de sondage que l'on obtient n'est pas fortuit ; il ressuscite une petite cellule de vie interparoissiale.

Les châtelainies de Saint-Symphorien-sur-Coise, Saint-Genis-Laval et Saint-Cyr au Mont d'Or, très riches en textes, sont des lieux de sondage tout désignés. Elles offrent l'avantage supplémentaire d'appartenir à des milieux géographiques différents : Monts du Lyonnais, plateau, Mont d'Or calcaire. Le Jarez et les Monts de Tarare, qui n'ont pas de centre nettement défini, forment les deux derniers groupes.

La confrontation des résultats montre qu'entre ces 5 groupes existent de sensibles différences, la plupart inattendues, qui justifient a posteriori la méthode. Productions agricoles, vie de relations, coutumes funéraires, choix des légataires extérieurs à la paroisse, coefficient familial, . . . : tout cela varie beaucoup sur de très courtes distances. Le particularisme le plus surprenant est celui des patronymes (1). Chaque isolat a son contingent de noms, et ceux-ci, malgré leur apparence banale, sont étroitement cantonnés. Par exemple, des 505 patronymes répertoriés à Saint-Symphorien sur quelque 200 ans, 96 seulement (soit 19 %) se rencontrent aussi à Saint-Genis-Laval en un moment quelconque des XIV^e et XV^e siècles ; 52 à Saint-Cyr (soit 10,2 %) et 7 à Savigny (soit 1,3 %). Or Saint-Sympho-

(1) Recueillis dans les terriers et dans tous les autres textes disponibles.

rien n'est qu'à 27 km de Saint-Genis, à 35 km de Saint-Cyr et à 23 km de Savigny. L'étude systématique des patronymes mettrait en évidence les zones qui vivent repliées sur elles-mêmes (c'est le cas des Monts de Tarare) et les secteurs entre lesquels existent des relations préférentielles.

6) On appelle nommées des listes de contribuables Lyonnais confectionnées sur l'ordre du Consulat pour préparer la répartition de la taille royale et des taxes urbaines. Ces nommées "estiment" la fortune des habitants de Lyon, y compris les terres, immeubles et rentes acquis hors de la ville. Le mode de rédaction varie d'une série à l'autre, ce qui rend les comparaisons malaisées, mais ces textes sont irremplaçables : on y trouve la composition du patrimoine rural, la profession et la fortune des Lyonnais qui le détiennent. Selon les milieux, la destination de ces biens de campagne varie. Le vignoble, aux portes mêmes de la ville, est la chose du monde la mieux partagée, et d'humbles artisans peuvent se flatter de boire leur vin. Les pensions, les fermages, les moulins, les "granges" sont réservés aux "honorables personnes".

II - CARACTERES GENERAUX DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE RURALES

Comme nous venons de le voir, la documentation est abondante mais peu variée. Elle laisse mieux voir les caractères pérennes que la conjoncture. Aussi l'évolution démographique et économique tient-elle moins de place, dans l'exposé des résultats, que la description des structures agraires, des techniques, de l'encadrement social. Au reste, les structures sont rigides, et les deux derniers siècles médiévaux les modifient peu. Le seul ferment possible de rénovation du monde rural est l'influence de Lyon.

La "dépression du long XIVe siècle" paraît ici relativement courte, et d'ampleur modérée. On ne relève point d'indice de crise avant 1340, et dès 1400 la mortalité et le coefficient familial laissent deviner que le plus dur est passé. Pendant la guerre (1417-1435) la conjoncture démographique devient favorable et

continue de s'améliorer par la suite.

Les recrudescences de la mortalité coïncident avec les grandes épidémies qui traversent l'Occident : 1343, 1348, 1361, 1393, 1482. Mais le Lyonnais est moins atteint que ne le furent d'autres régions. Les censives seigneuriales n'ont jamais été désertées totalement, et la distribution de l'habitat n'a pas été remaniée.

Cette relative stabilité est due à ce que la région n'a connu les hostilités qu'en de brèves périodes (1361-67 et 1418-1440 environ) et qu'elle bénéficie en permanence de deux atouts : la proximité des montagnes, qui ont peu souffert de la peste et jouent le rôle de réservoir démographique ; l'animation du sillon rhodanien, qui stimule toute forme d'activité.

La région lyonnaise est en effet à cheval sur le sillon rhodanien et la bordure orientale du Massif Central. Cette dualité physique entretient de grands contrastes économiques et humains. Les massifs montagneux ont un régime seigneurial beaucoup plus rude que les pays situés en contre-bas : ils gardent certaines formes du servage réel implanté au cours du XIII^e siècle ; une bonne partie des terres reste soumise à la tâche (champart) ; les communautés, sans doute affaiblies par la dispersion de l'habitat, montrent peu de vitalité. Il en va tout autrement sur le plateau et dans les vallées où les villageois, plus libres et mieux organisés, profitent du débouché que leur offrent les villes.

L'influence de Lyon pèse sur la répartition des productions agricoles. Le vignoble médiéval est lyonnais, et non beaujolais. Il commence dans la ville même et suit les fleuves d'Anse à Givors. De même, l'élevage n'est réellement développé qu'en pays de Velin et sur le plateau lyonnais (où les vaches sont considérées comme bêtes "oysives").

Pourtant ces deux spécialisations ne sont que de timides débuts. La région dans son ensemble pratique la petite polyculture, et ses techniques sont peu évoluées. Elle ne connaît que l'araire, et son vignoble est planté de gamay, objet de mépris en Bourgogne. L'omnipotence de l'Eglise et l'organisation de la

seigneurie ne facilitent pas, semble-t-il, la diffusion des "lumières".

Si Lyon échappe peu à peu à l'emprise de l'Eglise, celle-ci domine les campagnes sans conteste. Chapitres, abbayes, archevêque, possèdent la plus grande partie des terres, presque toutes les seigneuries châtelaines, les dîmeries et les patronages, et attirent l'hommage de toutes les familles chevaleresques. Cette puissance déborde largement les frontières du comté.

L'accumulation du pouvoir et de la richesse entre les mains de l'Eglise a de lourdes conséquences.

1) L'Eglise a pu freiner efficacement le désir d'autonomie des communautés. Le Lyonnais a peu de chartes de franchises, et ces chartes sont tardives et peu libérales. Lyon attendit la sienne jusqu'à 1320 ; aussi ne put-elle servir de guide aux autres communautés, qui prirent modèle sur la charte de Villefranche-sur Saône.

2) Les familles nobles sont nombreuses mais peu influentes. Des revenus trop modestes les maintiennent vis-à-vis de l'Eglise dans une position dépendante ; elles lui demandent des bénéfices, des prêtres, des offices, et toutes lui font hommage.

3) Les seigneuries ecclésiastiques les plus importantes ont leur siège à Lyon : l'archevêque, l'abbaye d'Ainay, les chapitres de Saint-Jean, Saint-Just, Saint-Paul, Saint-Nizier, ... Aussi la ville est-elle très tôt devenue le lieu où se rassemblent les profits tirés des seigneuries rurales, et celui d'où partent les ordres. L'influence de Lyon tire sa force première de l'exercice du pouvoir temporel et spirituel des églises sur le plat pays.

4) Les seigneurs laïcs et ecclésiastiques copient tous plus ou moins les méthodes du chapitre cathédral, si bien que les seigneuries ont une organisation assez uniforme.

De cette organisation, le trait qu'il importe de souligner est le peu d'importance du domaine au regard de la censive.

Le domaine (ou réserve) est toujours peu étendu, et constitue rarement une unité d'exploitation. Rares sont les granges domaniales ; fréquentes au con-

traire les parcelles de pré, de vignes, de terres, baillées séparément et selon des modalités différentes.

Les seigneuries foncières sont donc presque entièrement alloties. La censive tient la première place dans les revenus des seigneurs et dans leurs préoccupations. Pendant la récession, les seigneurs n'essaient pas d'incorporer les tenures vacantes à leur réserve, mais s'efforcent simplement de retenir ou remplacer leurs tenanciers, et veillent à la réfection régulière de leurs terriers.

La condition normale d'un paysan du Lyonnais est donc celle de tenancier, et non celle de fermier ou de métayer. Cette condition peut être ainsi caractérisée : les charges foncières sont lourdes ; le tenancier est libre mais seul.

Le cens, exigible le plus souvent en numéraire, bénéficie de la dépréciation des espèces. Mais la tâche se perçoit au quart ou au 1/5 ; les lods et ventes équivalent au 6e, voire au quart, de la valeur des biens vendus ; la "reconnaissance à nouveau seigneur" est trop souvent levée. A tout cela s'ajoute la dîme, dont le taux demeure en général fixé au 11e. La terre est donc lourdement chargée.

Mis à part les occupants des "mas taillables et exploitables" du haut Beaujolais et de la Dombes, le tenancier jouit d'une grande autonomie. Il peut même, depuis la fin du XIVe siècle, charger de rentes sa tenure. Mais il ne doit attendre ni capitaux ni directives de son seigneur, qui joue un rôle secondaire dans la mise en valeur du pays.

En effet, le bail à cens perpétuel ne prévoit pas que le bailleur contribue aux frais d'exploitation, et la réserve seigneuriale est minime : les seigneurs n'ont donc pas l'occasion d'investir, sinon dans les fours, moulins et pressoirs. Encore ces installations sont-elles quelque peu négligées lorsque le danger oblige les seigneurs à consacrer de fortes sommes à la réparation des châteaux. Les seigneurs de la région louent des terres, mais ne distribuent ni emplois, ni capitaux, ni conseils, ou fort peu. Le paysan supporte toute la responsabilité de la mise en valeur.

Le seul stimulant qu'il puisse ressentir vient de la ville, mais il ne semble pas en profiter autant que l'on pourrait le penser.

On connaît mal le rayonnement commercial de Lyon antérieurement à la période étudiée par Monsieur R. Gascon. Seuls peuvent figurer ici les placements que font à la campagne les habitants de Lyon.

Entre 1388 et 1493, le patrimoine rural des Lyonnais est passé de 1600 à 1900 ha, et s'est largement étalé en direction du Sud-Ouest et du Nord. Sa composition s'est modifiée : les prés occupent 21 % de la surface au lieu de 15 %, les terres 53 % au lieu de 30 %, tandis que le vignoble, qui s'accroît pourtant en superficie, subissait un recul relatif. De plus, l'achat de rentes a progressé plus vite que l'achat de biens fonciers. Enfin la qualité de ce patrimoine s'est améliorée : constructions neuves, prés irrigués, et déjà une vingtaine de "granges", i. e. d'exploitations de taille moyenne (5 à 40 ha), dont le mode de faire-valoir n'est point uniforme, mais qui sont toutes spécialisées dans l'élevage.

Les Lyonnais mettent sous les yeux des paysans, dans 70 paroisses rurales environ, l'exemple d'une agriculture plus intensive, exemple qui devrait être contagieux. Mais partout où ils investissent, ils rendent plus difficile la modernisation de l'agriculture paysanne. Les citadins en effet accaparent les prés irrigués, les meilleures terres à froment, les meilleurs terroirs viticoles. Sur la côte du Rhône, on voit la vigne reculer sur les tenures paysannes, alors qu'elle s'étend sur celles des habitants de Lyon. Ceux-ci spéculent habilement sur les productions les plus rentables, mais l'économie paysanne n'évolue que très lentement.

Comme l'artisanat rural ne semble pas proliférer de manière sensible, le décalage s'accroît entre villes et campagnes. Ainsi le montant des dots, par rapport à ce qu'il était dans la première moitié du XIVE siècle, augmente dans les petites villes et diminue dans les villages. Les testaments contiennent d'autres signes d'une paupérisation relative du monde paysan au cours du XVE siècle, signes dont il faudrait vérifier la valeur en comparant les testaments du plat pays à ceux de la ville de Lyon.

La récession du XIV^e siècle et la restauration qui l'a suivie n'ont pas ébranlé profondément les structures économiques et sociales de la région lyonnaise. La hiérarchie des pouvoirs reste la même, les seigneurs n'ont pas changé leurs méthodes de gestion ; l'agriculture paysanne reste routinière, et tout ce qui bouge semble être dû aux habitants de la ville. C'est une de ces régions moyennement prospères que les crises n'ont pas ravagée durablement, à qui ni la reconstruction, conservatrice par instinct, ni l'essor du XV^e siècle, encore trop récent, ne réussissent à donner, à la fin du Moyen Age, un visage nouveau.

III - PERSPECTIVES DE RECHERCHES.

Il est souhaitable d'approfondir l'étude de la société rurale du Lyonnais médiéval. Mais les nouvelles voies de recherche sont inégalement ouvertes.

Beaucoup sont fermées, faute de textes. Seule une découverte inopinée, et peu probable, permettrait, par exemple, de reprendre l'étude de la vie des communautés villageoises, si mal connues.

En revanche, d'autres voies s'ouvrent largement. Dans l'immédiat, je vois trois thèmes de recherche :

- 1) L'étude de certains groupes sociaux, autres que les paysans et artisans du plat pays : membres du clergé, habitants de petites villes (Anse), familles nobles.
- 2) Les relations entre ces groupes, en particulier entre seigneurs d'Eglise et vassaux laïcs, à partir d'actes capitulaires autres que ceux de Saint-Just.
- 3) Une comparaison entre habitants de Lyon et habitants des campagnes, menée à partir des testaments, dont 30 % proviennent de la ville. Le dépouillement complet des 4.316 testaments permettrait de reprendre avec plus de sûreté tous les problèmes que j'ai tenté de résoudre à l'aide d'un millier seulement.

Mieux vaut pour cela, c'est évident, recourir à la mécanographie. La mise au point du "programme" est en bonne voie. Mieux vaut aussi faire un travail d'équipe : des textes si riches peuvent donner matière à de multiples mémoi-

res de maîtrise et thèses de 3e Cycle.

C'est pourquoi je remercie le Centre d'Histoire Economique et Sociale de sa courtoise hospitalité, qui me permet de lancer un appel à tous ceux qui ont lu, qui lisent ou qui liront des testaments et que cette oeuvre collective est susceptible d'intéresser.

Marie-Thérèse LORCIN